



Pour lutter
efficacement,



Le Service public de Bercy

doit être renforcé !



L'horreur qui a frappé le pays le vendredi 13 novembre est sans limite. Le combat à livrer contre une telle « monstruosité » située aux antipodes des valeurs de la République doit être à la hauteur des enjeux démocratiques. Lors de cette soirée sanglante qui restera gravée dans nos mémoires, l'action des personnels et des hommes et femmes qui servent la Collectivité a été exemplaire. Des forces d'intervention aux personnels soignants et hospitaliers publics (AP HP), en passant par les pompiers de Paris et les agents de la RATP et de la SNCF qui, malgré les risques, ont transporté des dizaines de milliers de passagers sous le choc des explosions et des tueries (Stade de France et autour des lieux des terrasses à Paris) et plus largement tous ceux qui servent et protègent leurs concitoyens ont été remarquables. Ils ont su faire preuve d'un sens affirmé du service public et fait la démonstration de l'efficacité de celui-ci.

Même si on ne pense pas forcément à eux dans un premier élan, les agents de Bercy sont également en première ligne. Ils remplissent des missions parfois oubliées, trop souvent négligées par les pouvoirs publics ces dernières années mais qui apparaissent aujourd'hui cruciales. L'actualité vient cruellement de nous le rappeler avec la fusillade à Toulon qui a coûté la vie à un agent des Douanes et blessé un autre dans l'exercice de leur mission contre le trafic illégal d'armes. La Douane concernée par les annonces du Congrès réuni à Versailles est une administration au service des contrôles. Ces contrôles utiles doivent être renforcés sur tous les plans : des marchandises jusqu'aux contrôles intracommunautaires et à la circulation... Or, ce n'était pas l'orientation principale de la direction de cette administration ces temps-ci.

Plus largement, c'est l'ensemble des Ministères économique et financier qui remplit des missions essentielles de protection des individus, de la collectivité et d'investigation. Les services de Bercy agissent en particulier contre les trafics illégaux, les circuits et les sources de financement. L'administration fiscale notamment dispose de services d'enquête et de contrôle, tant nationaux que territoriaux. Ils ont aussi un rôle à jouer dans cette lutte.

Plusieurs services centraux à Bercy (TRACFIN et DNRED) sont aussi fortement impliqués dans le domaine du renseignement. Dotés de missions particulières, ils sont au cœur des enjeux et disposent de prérogatives d'enquête pénale.

Les corps de contrôle et d'inspection, en premier lieu ceux des sites sensibles ou des marchandises présentant des risques particuliers, ne doivent pas non plus être oubliés dans le cadre de la prévention des risques. Ainsi, l'attaque de Saint Quentin-Fallavier (Isère) il y a quelques mois avait démontré que les risques d'attentat contre des sites industriels « sensibles » (type Seveso) n'étaient pas qu'une vue de l'esprit...



Pour intervenir le plus en amont et le plus efficacement possible lors de certains événements, les agents de Bercy doivent impérativement disposer des moyens nécessaires à cette prévention et à cette lutte. Ils doivent être en capacité de protéger les citoyens et de SE protéger. Ils doivent en conséquence disposer d'équipements adéquats.

Or, depuis des années et bien avant l'actuel gouvernement, Bercy a été soumis à une politique de réduction drastique (plus de 30 000 emplois supprimés en quelques années) et à une forme de laisser faire, voire à une orientation irresponsable visant à le réduire à un « supplétif commercial » dans le but exclusif d'accompagnement des entreprises.

Pour Solidaires Finances, ce n'est pas là ce que les citoyens attendent du service public. La logique austéraitrice et d'assujettissement des services de Bercy à la seule compétitivité des entreprises a démontré son incurie. De fait, le discours de F. Hollande à Versailles remet au cœur des enjeux de notre société, la nécessité de l'action publique et des outils qui lui sont indispensables pour mener à bien ses missions. S'agit-il là d'un début de retour du Politique sur le « budgétaire » et le « marchand » ?

Dès à présent et après ces événements sanglants, le positionnement de Bercy sur l'échiquier gouvernemental constituera un marqueur des réelles orientations de l'action publique.

L'heure est grave. Il est de la responsabilité des politiques de ne rien négliger et de ne pas se contenter d'effets d'annonce ou de simples expédients, visant à tranquilliser une opinion meurtrie. Rassurer est une chose, lutter en profondeur en est une autre.

Pour Solidaires Finances, les services publics sont dépositaires de la « chose publique », du « vivre ensemble », fondement de la République.

